

CIRPES - Centre  
Interdisciplinaire de  
Recherches sur la Paix et  
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N° 103 - Mai 2009 --

Le débat  
stratégique  
N° 103 - Mai  
2009

**SWAT VALLEY :  
Début de la grande  
guerre AFPAK ou  
catastrophe  
humanitaire locale ?**

Alain Joxe  
mardi 9 juin 2009

### Chronique provinciale

En février 2009 les Talibans pakistanais avaient pu obtenir, des autorités *locales* de la haute vallée de la Swat l'engagement d'accepter, dans ce district, l'institution de tribunaux islamistes, l'application de la Charia et la dissolution des tribunaux ordinaires, en échange d'un cessez le feu. Cet accord intervenait après des mois d'escarmouches, auxquels l'armée pakistanaise avait participé, sans se montrer capable de soumettre les rebelles ; le nombre des victimes civiles des combats avaient au contraire augmenté car, faute de formation, les tactiques militaires extrêmement brutales causaient des morts civils sans réussir à arrêter les actions talibanes (NYT 24/02/09). Une autre raison de l'échec était que le commandement de l'armée (1.500.000 hommes) rechignait à se mettre sérieusement à la tâche, étant formée pour affronter l'Inde, sur la ligne de cessez le feu du Cachemire. L'influence des islamistes et leur connivence ancienne avec les services spéciaux n'arrangeait rien ; elle remontait à l'époque où talibans et militaires pakistanais étaient alliés des Etats Unis. Les Talibans amorcent alors ce qu'on peut appeler une « offensive culturelle » à l'appui de leur demande d'homologation de l'accord de février. On leur attribue d'avoir fait sauter le 5 mars près de Peshawar, le tombeau d'un grand poète soufi du XVII<sup>e</sup> siècle, Rahman Baba.

### Le discours AFPAK d'Obama

Le 27 mars, au milieu de ce conflit décrit comme opposant soufisme et talibanisme, par certains spécialistes proches des « services » le président Obama fait un exposé solennel sur la situation et les enjeux en Afghanistan et au Pakistan. Désormais ces deux pays sont invités à ne former qu'un seul champ de bataille et la guerre d'Afghanistan devra plutôt s'appeler « guerre AFPAK. » Le Pakistan, en crise, paraît dès lors un enjeu presque plus important que l'Afghanistan et qui exige une concertation diplomatique globale. Dans la semaine du 6 au 11 avril, les talibans maintiennent la pression par une première incursion dans le district de Buner au sud du district de la Swat.

#### *Crise politique centrale*

Le 13 avril, M. Zardari, président de la république récemment élu, vainqueur du militarisme de Mucharraf, obtient alors, *par un vote favorable massif du parlement* le droit d'homologuer l'accord concédant le régime de la charia au district de Swat. Le gouvernement et le parlement estiment que cette concession est acceptable si les talibans, s'en tenant à l'accord, cessent leurs actions militaires. Mais dans la semaine du 19 au 24 avril, au contraire, l'offensive Taliban reprend : Le 19, ils réclament l'extension de la suppression des tribunaux laïcs aux districts de Buner et de Shangla et le 20, une troupe de quelque 400 ou 500 talibans armés pénètre dans ces deux districts. L'Armée refuse pratiquement d'intervenir. Le gouvernement central lance la police ordinaire, mal équipée, mal payée et nullement formée, qui après un choc et un policier tué, renonce à s'opposer. Le 21, les Talibans informent alors les avocats de ces districts *qu'à compter du 23, il leur sera interdit de plaider devant les tribunaux ordinaires*, en attendant la création des tribunaux religieux. Le barreau de la

province, à Peshavar assure les avocats qu'ils obtiendraient prochainement une convention leur permettant de reprendre leurs activités. De petits groupes de Talibans armés apparaissent également dans les districts de Mansehra, voire de Swabi, s'approchant du barrage hydroélectrique du haut Indus (le *Tarbela Dam*) qui fournit la capitale fédérale Islamabad, 600.000 habitants et la capitale de la Province du Nord Ouest, Peshawar, 3 millions d'habitants. C'est alors que se répand dans les médias l'idée que *les Talibans armés menacent la capitale*. Le 24 avril les 500 Talibans se retirent, en revendiquant l'établissement de la Charia dans tout le Pakistan.

### Pression américaine

Les Etats Unis se sont alors émus de « la faiblesse du gouvernement » et L'Amiral Mueller, président du Joint Chiefs of Staff arrive en catastrophe en hélicoptère le 22 avril pour tancer son équivalent pakistanais le Général Tariq Majid, ainsi que le chef de l'Armée de terre qu'il presse le 23 de faire agir l'armée. La crainte de voir les Talibans s'emparer de l'arme nucléaire se répand dans les salles de rédactions. *Le gouvernement d'Islamabad ne situe pas encore sa réaction dans le cadre du label tout récent de la guerre AFPAK* et donc accueille ces pressions avec une certaine fraîcheur. Le président de la république, incité à agir contre les complices d'Alqaida rappelle aux Américains que, selon lui BinLaden est bien mort et qu'il maîtrise personnellement le dispositif nucléaire. L'armée lance bien ensuite une contre attaque au sud du district de la Swat et dans le district de Malakand qui touche aux territoire tribaux, et revendique des succès invérifiables. Elle persiste à définir son action comme une *riposte à la violation de la trêve* négociée sur le district. La riposte militaire est donc « proportionnée ». Dans les jours qui ont suivi et jusqu'à mi mai quelque chose a changé. Elle gère de fait aujourd'hui une action bien plus forte, alignant 6.000 hommes et poussant la population civile à quitter tumultueusement le district de la Swat, pour « *vider l'eau du poisson* » par les méthodes brutales, celles qu'on avait voulu éviter en février. L'intervention américaine a poussé l'armée pakistanaise à provoquer une catastrophe humanitaire dont les Etats-Unis seront considérés comme les responsables et qui érode le type de légitimité que tentait d'établir le tournant Obamiste. Il est vrai que de l'aide militaire, de l'entraînement et de l'équipement anti-guérilla et Opérations Spéciales seront fournis. Mais *la guerre civile a commencé*, contrairement aux manoeuvres initiales du gouvernement, et c'est elle qui peut provoquer la division de l'armée et un rejet de toute la population pachtoune solidaires des masses d'habitants déplacés.

### Une guerre contraignante ?

Le Pakistan n'était pas au départ décidé à entrer en guerre civile pour complaire à l'imaginaire global américain, fut-il celui de la nouvelle administration. Le conflit restait politique et même juridique. L'échelle médiocre des forces armées en présence et la faible l'étendue de la région montagneuse touchée ne correspond pas à un bouleversement global des institutions menaçant la société urbaine des grandes plaines du Pundjab et du Sindh. La société pakistanaise est une économie industrielle émergente et le talibanisme peut difficilement menacer de gagner les villes ; l'Etat manoeuvrait en défensive en cherchant à éviter l'escalade, non à gagner une guerre. Le commandement de l'armée profite des circonstances pour réclamer aux Etats-Unis de nouveaux équipements. Mais il a résisté d'abord à un entraînement vers la grande guerre régionale, dont la charge lui reviendrait

entièrement, car les Etats Unis ne vont pas pouvoir envahir le Pakistan et l'occuper, comme le petit Iraq. Quant à l'OTAN, son secrétaire général rappelle, le 24 avril [1], que sa mission ne déborde aucunement les frontières de l'Afghanistan. « Quelque chose » aux Etats Unis a poussé désormais Obama à *lancer sa grande guerre à lui en Asie Centrale*. Une nouvelle génération de « *missionnaires armés* » décrivent un talibanisme pakistanais triomphant, proche de s'emparer de la société civile entière grâce aux ressources du pavot et critiquent désormais Bush et Rumsfeld pour avoir cyniquement négligé la guerre antitaliban au profit de la guerre d'Iraq . Mieux vaudrait qu'Obama se recadre le plus vite possible sur le volet macro-diplomatique du discours AFPAK, faute de quoi tout le crédit acquis dans le monde musulman par son retournement politique sera perdu. Reste à savoir, en outre, ce qu'il sera capable d'exiger d'Israël pour mettre fin à la guerre contre les Palestiniens.

[1] Déclaration à Sofia de M. Jaap de Hoop Scheffer